Cave
FRC
3439.

DISCOURS DES ÉTATS-GÉNÉRAUX, DE 1355, AU ROI JEAN.

SIRE,

IL eſt tems enfin qu'inſtruits de nos véritables intérêts par nos calamités, nous renoncions aux préjugés inhumains & inſenſés que nous a donnés le gouvernement des fiefs. Pourquoi rechercher l'origine de nos droits dans des coutumes barbares, qui ont rendu nos pères malheureux? Ce ſont les loix de la nature que nous devons réclamer, ſi nous voulons être heureux. Nous voulons que vous le ſoyez, & vous voulez, ſans doute, que nous le ſoyons; mais comment parviendrons-nous à cette fin, ſi nous prétendons tous faire notre bonheur les uns aux dépens des autres? Dès que la nature, en

chargeant les hommes de beſoins, les a deſtinés à vivre en ſociété, elle leur a fait une loi de ſe rendre des ſervices réciproques : prêtons-nous donc une main ſecourable. La nature eſt-elle la marâtre de votre peuple, pour le condamner à être ſacrifié à vos paſſions ? Si elle ne vous a pas donné une intelligence ſupérieure à la nôtre, ſi elle a placé dans votre cœur le germe des mêmes vices que dans les nôtres, pourquoi prétendriez-vous qu'elle vous accorde le droit de nous gouverner arbitrairement.

Quelque grand que vous ſoyez, vous n'avez, comme homme, que les beſoins d'un homme; & ces beſoins ſont ſi bornés, qu'ils ne ſeront jamais à charge à votre peuple. Comme roi, vous n'avez que les beſoins de l'état, c'eſt-à-dire, SIRE, que vous, pour être heureux ſur le trône, vous avez beſoin de nous rendre heureux par la juſtice de votre adminiſtration, & de nous défendre par la force de vos armes contre les étrangers qui tenteroient de troubler notre bonheur. Votre fortune, comme homme, eſt immenſe ; conſidérez vos domaines : vous devez en être ſatisfait. Votre fortune, comme roi, vous paroît médiocre ; vous voulez l'agrandir, vous aſpirez à un pouvoir abſolu. Mais ſongez, SIRE, qu'il importe au prince que nous conſervions notre fortune de citoyens. Si vous parveniez à nous rendre eſclaves, vous perdriez la

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

plus grande partie de vos forces, au lieu de vouloir réunir en votre main toutes les branches de la souveraineté, craignez de vous ruiner, en vous mettant dans la néceſſité fatale de ne pouvoir plus remplir les devoirs déjà trop multipliés de votre royauté. Des êtres raiſonnables connoiſſent la néceſſité des loix; ils les aiment, s'ils les ont faites; mais ils les craignent & les haïſſent, ſi on les leur impoſe comme un joug. Ayant beſoin, pour affermir votre fortune, de faire des citoyens qui concourent à vous rendre puiſſant par leurs bras & leurs richeſſes, craignez de leur donner des ſoupçons & des haines qui ſépareroient leurs intérêts des vôtres. Que vous importe de nous arracher des tributs, de ruiner le reſte de nos immunités, & de diſpoſer de nous par des ordres abſolus, ſi la crainte glace nos cœurs, ou ſi la haine les éloignoit de vous ?

Il y a eu un tems où nos ancêtres, toujours diviſés & ennemis, étoient trop barbares pour que les loix puſſent s'établir parmi eux, s'il ne s'élevoit une puiſſance conſidérable, qui, en ſe faiſant craindre, commençât à leur faire connoître le prix de la juſtice, de l'ordre & de la ſubordination. Graces éternelles ſoient rendues à vos pères, qui ont détruit cet affreux gouvernement qui ne connoiſſoit que les excès du deſpotiſme & de l'anarchie; mais n'auroient-ils détruit les tyrans que pour s'emparer de leurs dépouilles? Vouloient-ils nous ſoumettre à une

règle, & n'en reconnoître eux-mêmes aucune? Ne vouloient-ils que reproduire sous une autre forme des vices qu'ils feignoient de vouloir détruire? Pour mériter notre reconnoissance, ils devoient rendre à la nation les droits imprescriptibles que la nature a donnés à tous les hommes. Puisque la France, peuplée de citoyens, n'est plus déchirée ni avilie par ces tyrans & ces esclaves qui la déshonoroient; puisque toutes les parties de ce grand corps commencent à se rapprocher sous vos auspices, & ne sont plus ennemies, ne formons enfin qu'une grande famille. Il nous importe également à vous & à nous de n'être plus le jouet de la fortune & de nos passions. Voyez quelle a été la condition déplorable de vos prédécesseurs & de nos pères. Deux de nos rois n'ont pas joui de suite de la même puissance; tantôt poussés, tantôt retardés par les événemens, leurs loix suspectes n'ont acquis qu'une médiocre autorité & les coutumes, qui nous gouvernent encore, n'en sont que plus incertaines. Aucun droit n'étant fixé, les prétentions les plus contraires subsistent à la fois. Nous sommes obligés de nous craindre, de nous précautionner les uns contre les autres; & l'alarme qui est répandue dans les familles, empêche que le royaume ne puisse réunir ses forces.

Etablissons enfin, sur des principes fixes, un gouvernement qui n'a encore été soumis à aucune règle. Mais quand nous rejettons loin de nous toute

penſée d'anarchie, ne vous livrez pas à des idées de pouvoir arbitraire. On vous trompe, SIRE, ſur vos beſoins & vos intérêts, ſi on vous préſente l'arrangement que nous venons de faire dans les finances comme un attentat contre votre autorité. Si les états avoient établi, ſous le règne de Philippe-le-Bel, les règles précédentes auxquelles nous venons de nous aſſujettir, vos ſujets ſeroient heureux aujourd'hui, & nous n'aurions pas entendu les plaintes que vous avez faites ſur l'état déplorable de votre tréſor, quoique toutes nos richeſſes y aient été englouties; de combien d'inquiétudes amères vous ſeriez délivré; & le peuple qui ne ſeroit point épuiſé par les tributs qu'il a payés à la prodigalité inconſidérée de vos pères, ou plutôt à l'avarice de leurs miniſtres, vous ouvriroit des reſſources immenſes contre l'ennemi qui oſe vous diſputer vos droits & les nôtres. Ce que vous ſouhaitez, ſans doute, que les états précédens euſſent fait, nous le faiſons aujourd'hui; & puiſque vos ſucceſſeurs doivent nous bénir un jour en trouvant un état floriſſant, comment pourriez-vous nous regarder aujourd'hui comme des ſujets infidèles & révoltés, qui attentent aux droits de votre couronne?

Entre le roi & la nation, qui ne doivent avoir qu'un même intérêt, & dont le devoir eſt de donner aux loix une autorité ſupérieure à celle du prince, il s'eſt élevé des hommes qui les ont diviſés; ils

ont feint de vous ſervir, & pour vous rendre plus grand, vous élevant au-deſſus des loix, ils ont fait de la royauté une charge qui n'eſt plus proportionnée aux forces de l'humanité ; ils vous ont accablé, dans l'eſpérance de s'emparer de votre puiſſance, ſous prétexte de vous ſoulager. Votre tréſor & nos fortunes particulières ſont également épuiſés, tandis que nos ennemis, qui ſont les vôtres, ont accumulé dans leurs maiſons des richeſſes ſcandaleuſes. Ils tremblent, SIRE, en prévoyant la félicité publique ; & ne doutez point que leur avarice & leur ambition trompées, ne vomiſſent contre nous les plus noires calomnies.

Daignez, SIRE, daignez faire attention que les diſcours de ces flatteurs qui vous trahiſſent, en ne mettant aucune borne aux droits de votre couronne, ne s'adreſſent qu'à vos paſſions. Ils voudroient faire agir en votre faveur votre avarice, votre ambition & votre orgueil ; mais ces paſſions ſont-elles deſtinées à faire votre bonheur & celui de la ſociété qui veut vous obéir ? Par les maux qu'elles ont déjà produits, jugez de ceux qu'elles produiront encore. Que vous diſent au contraire les états ? Qu'ils veulent que vous ſoyez heureux, mais que le bonheur ne ſe trouve que dans l'ordre & ſous l'empire des loix. Ils veulent diminuer vos devoirs, pour que vous ayez la ſatisfaction de les remplir ; ils vous repréſentent que la nation elle-même eſt le miniſtre

naturel & le coopérateur du prince, parce que vous n'êtes pas un être infini & que nous ne ſommes pas des brutes. Nous voulons être vos économes, pour que vous ſoyez toujours riche : que deviendra votre fortune, ſi le royaume, déjà épuiſé ſous l'adminiſtration dévorante des paſſions, & qui ſuffit à peine à vos beſoins ordinaires, ne peut enfin vous offrir aucune reſſource dans ces circonſtances extraordinaires qui menacent quelquefois les empires les plus affermis, & que la prudence nous ordonne de prévoir ?

Notre objet, en ménageant la fortune & la liberté des citoyens, eſt de leur donner une patrie, & de les affectionner à votre perſonne & à votre ſervice : après tant d'expériences de la force & des erreurs des paſſions, ſeroit-ce un crime que de nous défier de la fragilité humaine ? Nous voulons vous aimer, nous voulons vous ſervir ; mais pourrons-nous obéir à ce ſentiment, dans la misère & l'oppreſſion ? Le citoyen heureux vous ſacrifiera ſa fortune & ſa vie ; mais le ſujet malheureux troublera l'état par ſes murmures, ne vous ſervira pas, & peut-être aimera vos ennemis. Suffit-il pour faire fleurir le royaume d'oppoſer une armée aux Anglois ? Non, ſans doute, puiſque nous avons parmi nous un ennemi plus redoutable qu'eux ; & c'eſt un gouvernement ſans principes & ſans règles. Nous élevons autour de vous un rempart contre les paſſions de vos courti-

ſans & contre les vôtres : ſi vous regardez ce bienfait comme un crime, quels ſoupçons & quelles allarmes ne répandez-vous pas dans nos eſprits ? Nous voudrions placer à côté de vous, ſur le trône, la prévoyance, l'économie, la juſtice & la modération : vos flatteurs préféreroient d'y voir leurs paſſions ; & ſi vous penſez comme eux, devons-nous trahir vos intérêts, les intérêts de votre maiſon & les nôtres, en nous abandonnant inconſidérément à votre conduite ?

Nota. Jean enhardi par les entrepriſes des derniers rois, qui avoient quelquefois réuſſi à lever des impôts ſans le conſentement des états, & gâté par les flatteries & le luxe de ſa cour, croyoit de bonne foi tout ce que ſes miniſtres lui diſoient de ſon autorité & de l'origine des fiefs. Il étoit perſuadé que ſes ſujets, tenant leur fortune de la libéralité ſeule de ſes ancêtres, ne devoient rien refuſer à ſes paſſions. Il regardoit déjà leurs privilèges comme autant d'abus ; ces clauſes toujours répétées, par leſquelles les trois ordres du royaume faiſoient reconnoître leurs franchiſes à la conceſſion de chaque ſubſide, ne paroiſſoient à ce prince que de vaines formalités, & des monumens honteux de l'inſolence de ſes ſujets ou de ſa foibleſſe.